



PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie Ile-de-France

Évry, le 4 FEV. 2013

Unité territoriale de l'Essonne

Nos réf. : A2012-0496

D2013-0195

Vos réf. : /

Affaire suivie par : Philippe SIMON

philippe-silvain.simon@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 01.60.76.34.11 – Fax : 01.60.76.34.88

- Objet : Société SOUFFLET-AGRICULTURE – Silo de Grigny – chemin du port à GRIGNY
Rapport au CODERST
- PJ : - un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (partie administrative + partie technique)
- Annexe : -
- Réf :
- Arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
 - Courrier de la société Soufflet Agriculture du 13 janvier 2010 ;
 - Avis du SDIS de l'Essonne du 1er octobre 2012.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le présent rapport a pour objet de présenter à Monsieur le Préfet de l'Essonne et aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires mettant à jour la situation administrative et tenant compte des améliorations de sécurité décidées suites aux derniers incidents sur le silo et aux contrôles de l'inspection des installations classées.

1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

1.1. Activité du silo

La société Soufflet-Agriculture exploite un silo de transit. Toutes les céréales arrivent par camions, 90% sont réexpédiées par voie fluviale. La quantité expédiée annuellement varie entre 190 000 et 240 000 tonnes ce qui correspond à un taux de rotation supérieur à quatre.

Le site comprend trois groupes de silos distincts :



Certificat A1607
Champ de certification
disponible sur demande

Les modifications apportées à la dernière situation administrative actée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008.PREF.DCI3/BE 0022 du 12 mars 2008 sont les suivantes :

- le décret n°2009-841 du 8 juillet 2009 a supprimé la rubrique ICPE 1155 (activité non-classée dans l'arrêté susvisé) pour 1 tonne ;
- par courrier du 16 février 2009, Soufflet-Agriculture informait l'inspection des installations classées de son souhait d'exploiter un volume d'activité projeté inférieure à 200 m3 concernant l'activité classée sous la rubrique ICPE n°2171 relative aux dépôts de fumiers, d'engrais et supports de culture. Lors de l'inspection du 11 avril 2012, l'inspection a observé que la plate-forme de stockage répondant aux caractéristiques décrites dans le courrier est construite. Aucun dépôt n'était présent sur la plate-forme le jour de l'inspection. L'exploitant précise la nature des supports de culture projetée. Il s'agit de produits d'égavage collectés via les centres techniques municipaux du département. Cette activité projetée, bien que non-classée est mentionnée dans la nouvelle situation administrative de l'exploitant ;
- par courrier du 11 avril 2011, Soufflet-Agriculture déclare l'existence de l'activité d'installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, etc. classée sous la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE. Lors de l'inspection du 11 avril 2012, l'exploitant indique que cette activité n'est pas encore opérationnelle sur le silo de Grigny. Il confirme que le niveau d'activité envisagé est de 99 m3 inférieur au seuil de déclaration (100 m3). L'activité projetée consiste à récupérer les emballages vides des produits phytosanitaires préalablement nettoyés. L'activité de récupération des produits phytosanitaires non utilisés (PPNV) relevant de la rubrique 2718 n'est pas prévue sur le silo de Grigny.

1.3. Enjeux principaux

Les installations sont situées en bord de Seine entre les sociétés CIM et ANTARGAZ, deux établissements classés SEVESO seuil haut. Un plan de prévention des risques technologiques est en cours d'élaboration sur ces deux établissements. La société Soufflet Agriculture est concernée par l'élaboration de ce plan. En attendant l'approbation du PPRT, les installations de Soufflet Agriculture sont incluses dans un Projet d'intérêt Général (PIG) en date du 8 septembre 2004.

2. CONTEXTE JUSTIFIANT LA PROPOSITION D'UN ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

La proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire fait suite aux deux incidents qui ont eu lieu sur le silo de Grigny et à certains constats faits à l'issue de l'inspection du 11 avril 2012.

2.1. Historique des derniers incidents

Depuis 2009, deux incidents importants ont eu lieu sur le silo de Grigny. L'incident de novembre 2009 et celui du 20 août 2012.

L'incident de novembre 2009 concernait un feu dans une des cellules de stockage métallique du silo (capacité 900t, contenant 620t de maïs). Il a duré plusieurs jours du 2 au 5 novembre 2009.

Pour leur intervention et du fait que la société Soufflet Agriculture n'était pas autonome pour fournir l'eau nécessaire à l'intervention, les sapeurs-pompiers ont demandé à la société ANTARGAZ (dépôt de GPL) située à proximité immédiate du silo, d'utiliser ses moyens de fourniture d'eau d'extinction. Pour venir à bout de ce feu de cellule, les actions d'intervention suivantes ont été nécessaires :

- Injection d'une solution moussante par le haut de la cellule métallique,
- vidange progressive du grain de la cellule,
- d'inertage à l'azote menée sur plus de 24 heures.

La cause la plus probable de l'incident serait un échauffement du moteur de la vis racleuse de la cellule de stockage provoqué par le sectionnement d'un câble électrique d'asservissement de celui-ci. Le moteur aurait fonctionné dans le stockage sans que les dispositifs de vidange de la cellule soit en fonctionnement. Le sectionnement du câble est supposé dû à un rongeur.

L'incident du 29 août 2012 concernait un feu dans la chambre à poussières issues de l'opération de séparation de la poussière du grain et de son enveloppe. Le feu a été détecté par le personnel du sil à 13h30. Pour leur

Une attestation de la société Lefevre Electricité Industrielle (LEI) suite à une commande du 22 février 2010 confirme la mise en conformité suite au sinistre de novembre 2009. Une prescription du projet d'arrêté préfectoral reprend cette mesure sous la forme d'un suivi du maintien en état de ces dispositifs.

- Refaire une identification des cellules à proximité des sectionneurs et au niveau des vis de vidanges : L'exploitant a confirmé la réalisation de cette action. Une prescription du projet d'arrêté préfectoral reprend cette disposition.
- Remise en conformité des installations électriques, suivant un rapport d'une société de contrôle compétente et vérification des calibrages des fusibles sur les vis racleuses et des réglages thermiques : L'exploitant a confirmé que les installations électriques ont été vérifiées ainsi que des calibrages des fusibles sur les vis racleuses et des réglages thermiques. Le projet d'arrêté préfectoral prescrit le calibrage adapté des fusibles des installations électriques des cellules.
- Contrôle visuel de l'état du moteur des vis d'extraction à chaque fois que la cellule est vide : L'exploitant précise qu'il n'est pas possible de faire ce contrôle à fréquence fixe au vu des contraintes d'exploitation. Il indique réaliser ce contrôle visuel en même temps que les actions de graissage, de nettoyage et de vérification de la tension des courroies. Cette action de vérification n'est pas formalisée. Le projet d'arrêté préfectoral prescrit le contrôle visuel des moteurs de chaque cellule à fréquence adaptée aux contraintes d'exploitation sans être supérieure à un an. Les résultats de ce contrôle visuel sont enregistrés, tracés et analysés.
- Surveillance de la température dans les cellules : La précédente procédure de contrôle des températures des cellules prévoyait une fréquence de 1 fois par semaine. Dans son courrier du 12 janvier 2010, l'exploitant propose d'augmenter cette fréquence à 2 fois par semaine. Lors de l'inspection du 11 avril 2012, l'exploitant indique avoir augmenté la fréquence à 3 fois par semaine. L'arrêté préfectoral reprend cette fréquence de contrôle thermométrique.
- Mise en œuvre d'un Plan d'Organisation Interne (POI) : Lors de l'inspection du 11 avril 2012, l'exploitant a indiqué finaliser son POI. Le projet d'arrêté préfectoral reprend cette possibilité en accord avec les exigences de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.
- Actions mises en œuvre à moyen terme
 - Remplacement progressif des moteurs situés à l'intérieur des cellules du silo Privé par des moteurs ATEX : L'exploitant a confirmé que ce remplacement a été fait lors de l'inspection du 11 avril 2012.
 - Étude de la possibilité de mettre une temporisation sur le fonctionnement des vis racleuses (arrêt automatique des vis racleuses au plus tard 2 heures de fonctionnement) : Lors de l'inspection du 11 avril 2012, l'exploitant explique que cette possibilité n'est pas en place. Il n'a pas retenu ce point. Pour l'instant, la vis racleuse s'arrête de fonctionner au bout de 10 minutes si elle tourne à vide. Le projet d'arrêté préfectoral demande à l'exploitant d'étudier la possibilité de mettre en place une temporisation sur le fonctionnement des vis racleuses.
 - Mettre en place une organisation avec l'organisme de contrôle en charge de la vérification des installations électriques lui permettant de réaliser un contrôle annuel des moteurs dans le cadre du contrôle lié à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.
 - Mise en place au niveau du bureau du silo d'une signalisation de fonctionnement des vis racleuses sur le tableau de commande : L'exploitant a mis en place la modification du tableau de commande. Ce point est intégré dans le projet d'arrêté préfectoral.
 - Lors de l'inspection du 11 avril 2012, il a été évoqué une des causes supposées à l'origine de l'incident de novembre 2009, celle du câble d'alimentation de la vis racleuse sectionné par un rongeur (alimentation de la vis racleuse). Concernant la mise en place d'un système à sécurité positive de sorte que lorsque le câble est rongé, l'installation est mise en sécurité (cf. p1 du relevé de conclusions du 13 avril 2010), l'exploitant a répondu que la solution reste encore à étudier. Ce point est repris dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ESSONNE

DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉNERGIE
UNITÉ TERRITORIALE DE L'ESSONNE

Cité administrative – Boulevard de France
91010 EVRY CEDEX

ARRÊTÉ

N° 2013.PREF.DRIEE/ 00XX du
portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société SOUFFLET AGRICULTURE pour
l'exploitation de son silo situé Chemin du Port de Grigny 91350 GRIGNY

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles R.512-29, R.512-31 ,

VU le code de la santé publique,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret n°2009-841 du 8 juillet 2009 modifiant la nomenclature des installations classées,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-PREF-MC-025 du 25 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement Chef-Lieu,

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 96.5438 en date du 12 décembre 1996 autorisant la société CÉRAPRO à exploiter

ARTICLE 1^{ER}

Les installations de la société SOUFFLET-AGRICULTURE dont le siège social est situé Quai de Sarraill – B.P. 12 - 10402 NOGENT-SUR-SEINE sont autorisées à poursuivre leurs activités.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de GRIGNY (91350) chemin du port. Elles sont détaillées au tableau ci-dessous :

Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	N° de la rubrique (nomenclature)	Régime de classement ¹
Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables , en silos ou installations de stockage, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m ³	Volume total de stockage de 49 333 m³ constitué par : <ul style="list-style-type: none">- un silo béton vertical de : 6 736 m³- un silo vertical "Privé" de : 13 312 m³- un silo vertical "Prado" de : 29 285 m³	2160.1.a	A
Broyage, concassage, criblage , déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail.	Puissance totale mise en œuvre : 35 kW	2260.2.b	NC
Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ pascals et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	Puissance absorbée totale mise en œuvre : 15 kW	2920	NC
Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	Dépôt inférieur à 200 m ³	2171	NC
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³	2714	NC

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé), BA : Bénéfice de l'antériorité

**Prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral
n° 2013.PREF.DRIEE/00XX du**

- PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 1 : MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

Un analyse complémentaire des risques à celle datant du 31 janvier 2005 est réalisée sur l'installation composée du matériel de triage de grains, de l'installation d'aspiration d'air et de la chambre à poussières. Le retour d'expérience de l'incident du 29 août 2012 est pris en compte dans cette analyse.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées cette analyse complémentaire dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les dispositions techniques générales du paragraphe 3.2 de l'article 3 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n°2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 sont complétées comme suit :

« Les dispositions sont prises pour que chaque moteur d'une cellule de stockage ne démarre pas si les installations (vis racleuse, vis de vidange, etc.) en aval de celui-ci ne sont pas en fonctionnement. Les fusibles concernant les installations électriques des cellules doivent être convenablement dimensionnés.

Les moteurs de chaque cellule font l'objet d'un contrôle visuel à fréquence adaptée aux contraintes d'exploitation sans être supérieure à un an. Les résultats de ce contrôle sont enregistrés, tracés et analysés.

Tous les câbles d'asservissement des moteurs sont maintenus en état de fonctionnement. Leur fonctionnement est vérifié périodiquement par une personne compétente. Les résultats de cette vérification sont enregistrés, tracés et analysés.

Un schéma d'implantation des cellules de stockage est mise en place à proximité des sectionneurs et au niveau des vis de vidanges. »

ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES CONDITIONS D'ENSILAGE

Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 1.3 de l'article 1 du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 sont remplacés par :

« La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques associées à un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Ceux-ci sont édités trois fois par semaine pour analyse et actions correctives le cas échéant. »

La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs ayant une capacité minimum de 6 litres ou 6 kg suivant la nature de l'agent d'extinction, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Une colonne sèche en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur est implantée dans la tour de manutention »

ARTICLE 5 : ÉTUDES TECHNIQUES

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral, les études suivantes :

- une étude sur la faisabilité de la mise en place d'une temporisation de fonctionnement des vis racleuses des cellules de stockage. Cette étude devra notamment évaluer la pertinence du temps minimal de l'arrêt automatique d'une vis racleuse ;
- Une étude concernant la mise en place d'un système à sécurité positive de sorte que lorsque le câble d'alimentation électrique de la vis racleuse est rongé, l'installation électrique de la cellule de stockage est mise en sécurité.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

Le paragraphe 1.3 de l'article 1 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n°2008.PREF.DCI3/BE0022 du 12 mars 2008 est complété par :

« En plus de la surveillance des autres installations du silo, le suivi du fonctionnement des vis racleuses est notamment rendu possible sur le tableau de commande de la salle de contrôle »